

## DECLARATION DES REPRESENTANTS CGT

Le présent CTPD qui nous réunit aujourd'hui a pour ordre du jour le compte rendu de l'activité des services 2009. Année particulière, car c'est la première année pleine en configuration unifiée.

La CGT souhaite attirer votre attention sur plusieurs points :

Sur la forme du document, tout d'abord, la lecture des 56 pages n'est qu'une logorrhée de satisfecit qui repose sur une pléthore d'indicateurs. Aucune analyse, très peu de comparaison avec les années précédentes ne complètent ces données chiffrées. Les statistiques qui satisfont les objectifs assignés ne reflètent en aucun cas la triste réalité des services que vous pilotez. Les réformes, les suppressions d'emplois, vous le savez, mettent nos missions sur le fil du rasoir (hiérarchies des priorités, missions abandonnées ou remises à plus tard...).

Sur le fond, malgré le peu de commentaires du document, il en ressort, néanmoins, que la crise économique et sociale est bien réelle et ses effets ne sont pas sans conséquence sur l'exercice de nos missions. Si l'on met de côté l'augmentation importante des restitutions au titre du bouclier fiscal, d'autres données ont attiré notre attention :

- la diminution des bases à l'impôt sur le revenu malgré la hausse du nombre de déclarations,
- la hausse de près de 15% du nombre de dossiers de surendettement,
- l'augmentation du nombre de contentieux et de gracieux...

Le rapport fait état d'un soutien de nos services envers les entreprises dans le cadre du plan de relance, mais il ne nous semble pas avoir vu le même dispositif mis en œuvre pour les particuliers. Les difficultés sociales ne nous sont pas étrangères puisque nous en avons la traduction quotidiennement à l'accueil.

Le gouvernement, coresponsable de la crise avec le patronat, veut désormais nous faire payer l'addition avec le gel des dépenses publiques. Cela va se traduire par de nouvelles réductions de moyens, de nouvelles suppressions d'emplois, de baisse de salaires comme dans d'autres pays, de destructions de nos systèmes de solidarité issus du Conseil National de la Résistance. Cet héritage, la CGT ne souhaite pas le voir liquidé et en conséquence, elle appelle les collègues à se mobiliser pour faire échec à ces attaques.